



**mardi 14 février 2017**

## **Les grands titres:**

- Ukraine : l'intensification des combats à l'est menace la sécurité des civils, selon l'ONU
- RDC : l'ONU condamne l'usage excessif et disproportionné de la force lors d'affrontements au Kasai central
- Afrique de l'est : la sécheresse fait grimper considérablement les prix des produits alimentaires, selon la FAO
- Guterres crée une équipe pour étudier une réforme du fonctionnement de l'ONU en matière de paix et de sécurité
- En visite à Oman, le chef de l'ONU plaide pour le retour à la paix au Yémen
- Syrie : les habitants de quatre villes ont un besoin urgent d'assistance, selon l'ONU
- Neuf pays rejoignent un réseau soutenu par l'OMS et l'UNICEF visant à réduire la mortalité maternelle et néonatale
- Guatemala : l'ONU inquiète des campagnes de désinformation visant la Commission internationale contre l'impunité
- Guinée Bissau : l'envoyé de l'ONU constate que l'impasse perdure

## **Ukraine : l'intensification des combats à l'est menace la sécurité des civils, selon l'ONU**



1er février 2017, Vika et sa soeur Yulia attendent dans un bus d'être évacuées de la ville d'Avdiivka, dans la région de Donetsk, en Ukraine. Photo UNICEF/Aleksey Filippov

**14 février** - Le Coordonnateur humanitaire en Ukraine, Neal Walker, a prévenu mardi que l'intensification des combats dans l'est du pays entre les séparatistes et les forces armées ukrainiennes, à proximité de zones densément peuplées, met en danger les civils.

« La situation dans l'est de l'Ukraine est grave. Entre le 21 janvier et le 3 février, l'intensité des combats a augmenté », a déclaré M. Walker lors d'une conférence de presse à Genève, citant des violations fréquentes du cessez-le-feu ainsi que des combats près des villes d'Avdiivka, d'Yasynuvata, de Makiivka et de Donetsk.

« Il y a eu des combats extrêmement intenses du 29 janvier au 3 février », a précisé le principal représentant de l'ONU en Ukraine. « Au cours de cette période, il y a eu plus de



30.000 violations du cessez-le-feu alors qu'en moyenne il n'y a même pas 30.000 violations par mois. Donc, sur une période comprise entre une semaine à 10 jours, nous avons eu plus de violations du cessez-le-feu qu'en un mois », a souligné M. Walker.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine a éclaté après que la Russie a annexé la Crimée en mars 2014. Un cessez-le-feu a été négocié à Minsk, en Biélorussie, en février 2015, mais il y a eu depuis de nombreuses violations.

« La distance qui sépare les forces combattantes a diminué fortement. Elles sont maintenant face à face », a déclaré M. Walker, faisant également état d'une présence accrue d'armes lourdes « directement en violation de l'accord de Minsk ».

Le Coordonnateur résident a également mentionné que la situation humanitaire était très critique. « N'oublions pas que les températures ces dernières semaines ont été entre 10 et 20 degrés Celsius en dessous de zéro », a-t-il souligné.

M. Walker a également mis en garde contre les dégâts à l'environnement que risquent de causer les bombardements contre des infrastructures civiles. « Nous avons par exemple une usine de phénol chimique qui risque de faire de graves dégâts environnementaux si les bombardements se poursuivent et si elle est davantage endommagée », a-t-il prévenu.

Il a rappelé qu'il y avait probablement entre 800.000 et un million de personnes déplacées dans des zones contrôlées par le gouvernement en Ukraine. « Nous estimons que 200.000 autres personnes sont retournées dans des zones non contrôlées par le gouvernement », a-t-il ajouté.

## RDC : l'ONU condamne l'usage excessif et disproportionné de la force lors d'affrontements au Kasai central



Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) à Genève. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

**14 février** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit mardi profondément préoccupé par le nombre élevé de décès signalés dans la province du Kasai central, en République démocratique du Congo (RDC), qui, si cela est confirmé, suggère un usage excessif et disproportionné de la force par les soldats congolais.

De troublants rapports reçus par le HCDH font état d'au moins 101 personnes tuées en RDC par des soldats lors d'affrontements avec des membres d'une milice locale entre le 9 et 13 février. Ces affrontements auraient eu lieu sur le territoire de Dibaya entre les forces armées de RDC (FARDC) et les membres de la milice Kamuina Nsapu, fidèles à un chef local tué par l'armée le 12 août dernier.

Une grande partie des violences les plus récentes auraient eu lieu dans et autour de la ville de Tshimbulu. Selon des informations provenant de plusieurs sources, les soldats des FARDC ont ouvertement tiré avec des mitrailleuses lorsqu'ils ont vu les miliciens, armés principalement de machettes et de lances. Environ 39 femmes auraient été prises dans les échanges de tirs et figureraient parmi les personnes décédées.

« Nous condamnons tout recours excessif à la force et demandons aux soldats des FARDC de se conformer à des normes acceptables du droit national et du droit international relatif aux droits de l'homme dans leurs réponses », a déclaré la porte-parole du HCDH, Liz Throssel, lors d'un point de presse à Genève.

Le HCDH a également demandé aux FARDC de faire particulièrement preuve de retenue et de recourir à la force uniquement lorsque cela est nécessaire et de manière proportionnée à la menace, de minimiser les dommages et préjudices, et de respecter et préserver les vies humaines. Il a également exhorté les commandants militaires des FARDC à renforcer ce message auprès de leurs troupes.

### *L'ONU documente les atrocités perpétrées des deux côtés*

La milice Kamuina Nsapu tire son nom d'un chef coutumier qui a été tué par les FARDC en août 2016.

« Nous condamnons la pratique de la milice de recruter des enfants dans ses rangs ainsi que le fait qu'elle cible des symboles et des institutions de l'État comme les bâtiments gouvernementaux, des postes de polices et des églises », a indiqué Mme Throssel.

La porte-parole du HCDH a annoncé que le Bureau commun des droits de l'homme de l'ONU en RDC cherche à vérifier le nombre exact de victimes et appelle à une enquête complète et indépendante sur ces dernières violences.

« Depuis le mois d'août, nous documentons les atrocités perpétrées des deux côtés et nous offrons notre soutien aux autorités pour enquêter sur les graves violations des droits de l'homme commises dans le contexte du conflit en cours au Kasai Central, tant par les FARDC que par la milice », a-t-elle précisé. « Compte tenu de la violence qui continue de se produire, nous réitérons également notre appel à des efforts accrus pour trouver des solutions durables aux conflits avec les chefs coutumiers dans la province du Kasai Central ».

## **Afrique de l'est : la sécheresse fait grimper considérablement les prix des produits alimentaires, selon la FAO**



trou d'eau asséché au Kenya. Photo  
FAO/Kenya Team

**14 février** - La sécheresse qui sévit en Afrique de l'est a fortement contribué à faire baisser les récoltes et à faire grimper les prix des produits alimentaires pour atteindre des niveaux inhabituellement élevés, a souligné mardi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Selon le dernier Bulletin de suivi et d'analyse des prix alimentaires (FPMA), dans plusieurs régions d'Éthiopie, du Kenya, de Somalie, du Soudan du Sud, d'Ouganda ou encore de Tanzanie, les prix du maïs, du sorgho et d'autres céréales sont sur le point d'atteindre ou ont déjà atteint un niveau record.

Des pluies insuffisantes dans la plupart des zones de la sous-région ont fortement pesé sur le bétail et les éleveurs. Un bétail en mauvaise santé (en raison des pénuries d'eau et de pâturages) et des abattages forcés signifient que les animaux seront vendus à des prix plus bas, laissant les éleveurs se débrouiller avec des revenus plus faibles pour acheter des produits alimentaires de base.

« La forte hausse des prix restreint de manière importante l'accès aux produits alimentaires pour de nombreux ménages, en ayant notamment des conséquences alarmantes en termes d'insécurité alimentaire », a déclaré l'Economiste en chef à la FAO et Coordinateur du [Système mondial d'information et d'alerte rapide](#), Mario Zappacosta.

En Afrique de l'est, où les prix des céréales de base ont doublé dans certains marchés urbains, les tendances contrastent vivement avec la stabilité de l'Indice FAO des prix des produits alimentaires, qui mesure la variation mensuelle des principales denrées alimentaires sur les marchés internationaux.

Cette différence s'explique par la sécheresse qui sévit dans la sous-région, où les stocks alimentaires ont été affaiblis par le passage du phénomène climatique El Niño qui a pris fin l'année dernière. Des pluies faibles et irrégulières ces derniers mois, qui étaient essentielles pour les saisons de croissance au niveau local, compromettent maintenant la production agricole, tandis que selon certaines estimations, les récoltes de maïs et de sorgho en Somalie devraient connaître une baisse de 75% par rapport à leur niveau habituel. Près de 6,2 millions de personnes (soit plus de la moitié de la population somalienne) sont actuellement confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, avec une majorité d'entre elles vivant en zones rurales.

### *Des prix en hausse*

Le Bulletin FPMA suit les tendances des prix des produits alimentaires, de manière plus précise et au niveau local, et tire la sonnette d'alarme lorsque les prix des denrées alimentaires essentielles augmentent fortement ou atteignent un niveau anormalement élevé.

A Mogadiscio, les prix du maïs ont augmenté de 23% en janvier. La hausse était d'ailleurs encore plus nette dans la principale région productrice de maïs, à Shabeellaha Hoose. De manière générale, dans les petites villes clés du centre et du sud de la Somalie, les prix des céréales secondaires ont doublé en janvier, par rapport à l'année dernière.

Les stocks de nourriture des ménages qui se sont épuisés plus tôt que prévu pendant la période de soudure, ainsi que des prévisions météorologiques défavorables et inquiétantes pour la prochaine saison des pluies devraient vraisemblablement avoir pour effet de faire grimper les prix d'ici les prochains mois.

Les prix du maïs à Arusha, en Tanzanie, ont quasiment doublé depuis début 2016, affichant un taux 25 fois plus élevé que l'année dernière à la même période, dans la plus grande ville du pays, Dar Es Salaam.

Au Soudan du Sud, les prix des produits alimentaires ont maintenant atteint un niveau deux à quatre fois plus élevé que celui de l'année dernière, une hausse exacerbée par la persistance de l'insécurité dans le pays et une dépréciation importante de la monnaie locale.

Au Kenya, où les basses terres côtières, les plaines de l'est et certaines zones situées à l'ouest de la Vallée du Rift ont toutes souffert de précipitations inférieures à la moyenne, les prix du maïs ont augmenté de près de 30%, avec parfois une hausse relativement faible qui s'explique par la régularité des importations en provenance d'Ouganda.

Les prix des céréales ne sont pas les seuls à avoir augmenté. Au Kenya, le prix des haricots a augmenté de 40% en un an, tandis qu'en Ouganda, où les prix du maïs ont augmenté de 75% par rapport à l'année dernière et continuent d'augmenter dans la zone commerciale et frontalière de Busia, les prix des haricots ont connu une hausse de 25% en un an dans la capitale, Kampala.

### *Un double risque pour les éleveurs*

Les zones pastorales affectées par la sécheresse dans la région font face à une situation encore plus compliquée.

En Somalie, les prix des chèvres ont baissé de 60% par rapport à l'année précédente. Dans les zones pastorales du Kenya, les prix des chèvres ont également connu une baisse de 30% ces douze derniers mois.

Les pénuries de pâturages et d'eau ont entraîné des pertes de bétail et ont contribué à réduire leur masse corporelle, ce qui a incité les éleveurs à vendre leurs animaux dès qu'ils le pouvaient. Même scénario dans le Sud de l'Éthiopie, une région durement touchée par la sécheresse. Cette situation a également eu pour effet de faire grimper les prix du lait, qui a, par exemple, augmenté de 40% cette année dans la région de Gedo, en Somalie.

Les communautés pastorales doivent faire face à une dégradation des termes de l'échange, avec d'un côté des prix des céréales en hausse et de l'autre des revenus plus faibles tirés du bétail.

## Guterres crée une équipe pour étudier une réforme du fonctionnement de l'ONU en matière de paix et de sécurité



Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Photo: ONU/Violaine Martin (archives)

**14 février** - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé mardi l'établissement d'une équipe interne chargée d'étudier une réforme de la stratégie, du fonctionnement et de l'architecture du Secrétariat en matière de paix et de sécurité.

Cette équipe, qui sera dirigée par Tamrat Samuel, soumettra au Secrétaire général des recommandations d'ici juin 2017, « afin de lancer un processus de consultations avec les États membres et les entités concernées et, à terme, de prendre les mesures appropriées en temps voulu », a précisé M. Guterres dans une déclaration à la presse.

« Ce travail important nécessitera à la fois l'expertise et l'expérience des hauts responsables et de tous les membres du personnel », a-t-il ajouté.

En attendant la mise en oeuvre de ces changements, le chef de l'ONU a décidé de prolonger dans leurs fonctions jusqu'au 1er avril 2018 le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, le Sous-Secrétaire général à l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, et le Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions, Atul Khare.

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a informé M. Guterres qu'il n'était pas disponible pour une prolongation de son contrat actuel qui expire le 31 mars 2017. Le chef de l'ONU a indiqué son intention de nommer Jean-Pierre Lacroix, qui est actuellement le Directeur pour les Nations Unies et les organisations internationales au Ministère français des affaires étrangères, pour le remplacer.

M. Guterres a exprimé à M. Ladsous sa gratitude « pour ses efforts inlassables et son dévouement au maintien de la paix, en particulier en ce qui concerne la modernisation des capacités tant pour faire face aux crises multidimensionnelles que pour protéger les populations civiles ».

## En visite à Oman, le chef de l'ONU plaide pour le retour à la paix au Yémen



PAM fournit de l'aide à Bani Husheish, au nord de la capitale Sana'a, au Yémen. Photo PAM/Fares Khoailed

**14 février** - En visite à Oman, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a plaidé mardi pour le retour à la paix au Yémen, estimant que la population de ce pays avait trop souffert.

« Près d'Oman, il y a une situation dramatique au Yémen. Je connais le peuple yéménite depuis longtemps. Ce sont des gens généreux qui souffrent beaucoup. Je veux donc vraiment pouvoir apporter mon aide et soutenir les efforts de tous ceux qui veulent que la paix soit rétablie au Yémen afin que les gens puissent surmonter la tragédie actuelle », a déclaré M. Guterres, lors d'un point de presse avec le Ministre responsable des affaires étrangères du Sultanat d'Oman, Yusuf bin Alawi bin Abdullah.

« C'est ma première visite dans la région et l'objectif est de pouvoir consulter le gouvernement d'Oman pour voir comment je peux être utile, en reconnaissant que ce sont les États membres et les gens qui ont la responsabilité d'assurer la paix dans la région », a-t-il ajouté.

M. Guterres a entamé vendredi une tournée en commençant par la Turquie, puis l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Il doit aussi se rendre au Qatar et en Egypte.

Alors qu'il se trouvait en Arabie saoudite au cours du weekend, le chef de l'ONU a souligné combien il était nécessaire de relancer les négociations pour trouver une solution au conflit au Yémen. Il a ajouté qu'il voyageait dans la région pour soutenir son Envoyé spécial pour le Yémen, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed.

La semaine dernière, trois agences humanitaires des Nations Unies ont estimé nécessaire une aide urgente pour éviter une catastrophe dans ce pays, notant que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire avait augmenté de 3 millions en l'espace de sept mois.

## Syrie : les habitants de quatre villes ont un besoin urgent d'assistance, selon l'ONU



Madaya, près de Damas, des enfants et leurs familles attendent de pouvoir partir de la ville syrienne assiégée. Photo UNICEF/Omar Sanadiki

**14 février** - Un haut responsable humanitaire des Nations Unies a appelé lundi toutes les parties concernées à se mettre d'accord sur un accès humanitaire immédiat et sans entrave à plus de 60.000 civils pris au piège dans les villes syriennes d'Al-Zabadani, Al-Fu'ah, Kafraya et Madaya.

Ces quatre villes sont mentionnées spécifiquement dans l'Accord dit des 'Quatre villes', destiné à faciliter l'accès humanitaire aux personnes dans le besoin. Toutefois, les travailleurs humanitaires n'y ont pas accès depuis novembre dernier.

« Le siège injustifié de ces villes est aggravé par cet accord des 'Quatre Villes', qui rend l'accès humanitaire dépendant de négociations laborieuses qui ne sont pas fondées sur des principes humanitaires », a déclaré le Coordonnateur humanitaire en Syrie, Ali Al-Za'tari, dans un communiqué de presse.

Selon M. Al-Za'tari, la situation risque de se transformer très rapidement en catastrophe humanitaire et il a appelé toutes les forces directement impliquées et toutes les parties qui ont une influence sur elles pour les convaincre à permettre une aide humanitaire d'urgence, y compris des évacuations médicales.

« Cela a empêché des cas médicaux de recevoir un traitement approprié et de bénéficier d'une évacuation. Les gens sont dans le besoin, et ils ne peuvent pas attendre plus longtemps. Nous devons agir maintenant », a-t-il souligné.

Rappelant que le principe du libre accès aux personnes dans le besoin doit être mis en œuvre, le communiqué de presse note que les civils piégés dans les quatre villes continuent de souffrir au quotidien de violences et de privations, notamment de malnutrition et d'un manque de soins médicaux.

La responsabilité morale et éthique incombe à tous ceux qui entravent cet accès, a ajouté le communiqué, ajoutant que l'ONU et ses partenaires humanitaires sont prêts à fournir une assistance aux quatre villes dès que les négociations avec les parties au conflit prendront fin.

## Neuf pays rejoignent un réseau soutenu par l'OMS et l'UNICEF visant à réduire la mortalité maternelle et néonatale



Une mère et son nouveau-né dans une clinique de Dhaka, au Bangladesh. ONU Photo/Kibae Park

**14 février** - Le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde, le Malawi, le Nigéria, la Tanzanie et l'Ouganda se sont engagés mardi à réduire de moitié la mortalité des femmes enceintes et des nouveaux nés dans les établissements de santé d'ici 2022 en rejoignant un réseau de santé créé avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Le nouveau Réseau pour l'amélioration de la qualité des soins pour la santé maternelle, néonatale et infantile aidera ces neuf pays à améliorer la qualité des soins dispensés aux mères et aux bébés dans leurs établissements de santé et à respecter les droits des patients, précise l'OMS dans un communiqué.

« Toutes les mères et tous les nourrissons méritent de recevoir la meilleure qualité de soins lorsqu'ils accèdent aux services de santé de leur communauté », a déclaré le Dr. Anthony Costello, directeur du Département de la santé maternelle, néonatale, de l'enfant et de l'adolescent de l'OMS.

Avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF et de leurs partenaires, le réseau utilisera un système reposant sur le web pour constituer une communauté de praticiens de la santé qui élaborera une stratégie pour améliorer la qualité des soins, partager les idées et recenser les informations et expériences dans ces domaines.

Le réseau utilisera également les huit nouvelles normes de l'OMS pour améliorer la qualité des soins maternels et néonataux dans les établissements de santé afin d'améliorer la prestation et la qualité des soins de santé. Ces normes requièrent entre autre de mettre à disposition des professionnels de la santé compétents et motivés, de maintenir l'accès à de l'eau potable et à des équipements propres, et d'assurer l'intimité et la confidentialité des patients.

« Les naissances dans les établissements de santé ont augmenté au cours de la dernière décennie », a déclaré le Dr. Costello. « Désormais la question de l'accès aux soins fait progressivement place à celle de l'amélioration de la qualité des soins afin que les pays puissent atteindre les [Objectifs du développement durable \(ODD\) cibles](#) pour mettre fin aux décès évitables des mères, des nouveau-nés et des enfants d'ici 2030.

Selon l'OMS, environ 303.000 femmes dans le monde décèdent chaque année pendant leur grossesse et leur accouchement et environ 2,7 millions de bébés meurent au cours du premier mois de leur existence.

## Guatemala : l'ONU inquiète des campagnes de désinformation visant la Commission internationale contre l'impunité



Une femme dans un marché à Guatemala City, au Guatemala. Photo Banque mondiale/Maria Fleischmann

**14 février** - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exprimé mardi sa profonde préoccupation concernant les campagnes de désinformation et de dénigrement visant la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala et son chef Iván Velásquez qui se sont intensifiées la semaine dernière, en particulier sur les médias sociaux.

« Avec le soutien de la Commission, connue sous ses initiales espagnoles CICIG, le Guatemala a fait des progrès remarquables dans la lutte contre l'impunité et la corruption ces dernières années. En collaboration avec le Bureau du Procureur général, la CICIG a enquêté et poursuivi des organisations criminelles qui ont infiltré des institutions de

l'État dans les trois branches du gouvernement, s'ajoutant ainsi les progrès réalisés pour renforcer la démocratie au Guatemala depuis la fin du conflit armé interne en 1996 », a déclaré une porte-parole du HCDH, Liz Throssell, lors d'un point de presse à Genève.

Selon la porte-parole, M. Velásquez a décrit la semaine dernière les campagnes de désinformation constantes contre la CICIG « comme une sorte de guerre psychologique vers laquelle les structures criminelles se tournent pour éviter d'être éliminées ».

« La CICIG est un allié crucial de notre Bureau au Guatemala dans la promotion des droits de l'homme et nous nous faisons l'écho du ferme soutien à la Commission et à M. Velásquez exprimé par le Secrétaire général de l'ONU », a déclaré la porte-parole.

Le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies au Guatemala travaille en étroite collaboration avec la CICIG pour aider à créer et à renforcer un système de justice indépendant et impartial. Récemment, cela a inclus un soutien apporté à l'élaboration de réformes constitutionnelles qui sont actuellement débattues par le Congrès et qui cherchent à résoudre des problèmes structurels de longue date dans le système judiciaire.

## Guinée Bissau : l'envoyé de l'ONU constate que l'impasse perdure



Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), Modibo Ibrahim Touré (droite) briefe le Conseil de sécurité. Photo: ONU/Eskinder Debebe

**14 février** - Quatre mois jour pour jour après la signature de l'Accord de Conakry, qui visait à baliser le retour à la stabilité politique et institutionnelle en Guinée Bissau, l'impasse perdure dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, a constaté mardi devant le Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général, Modibo Ibrahim Touré.

« À la dynamique du dialogue, du sens de la conciliation et de concession mutuelle qui ont caractérisé l'esprit et la lettre de l'Accord s'est substituée une logique de dissension et de polarisation des positions », s'est alarmé le haut responsable, venu présenter le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et l'évolution de la situation sur place.

Il a rappelé que les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis, le 17 décembre dernier, lors du Sommet d'Abuja, pour exprimer leur « grave préoccupation » et inviter instamment les parties prenantes au respect de l'Accord de Conakry, qui vise à créer les conditions idoines aux réformes essentielles.

Dans un « climat de méfiance » grandissant entre acteurs politiques, marqué par des « escalades verbales », des « accusations mutuelles » et des allégations de diverses natures, le Premier Ministre a remis au Président de l'Assemblée nationale populaire le programme de gouvernement conformément au délai réglementaire. Mais le calendrier d'examen de ce programme par l'Assemblée n'a pas encore été fixé, a fait observer le Représentant spécial.

L'année 2017 a débuté par la révocation de tous les gouverneurs régionaux et du Maire de Bissau et le remplacement de plusieurs hauts fonctionnaires gouvernementaux et responsables des institutions sécuritaires. En outre, la décision, prise le 20 janvier, de mettre en place une rotation des personnels de sécurité à l'Assemblée nationale a été immédiatement qualifiée d'« illégale » par une Commission permanente de l'Assemblée. Quatre jours plus tard, le bureau du Président de l'Assemblée était cambriolé par des éléments inconnus.

Par ailleurs, le 8 février, le Bureau de l'Assemblée nationale a rejeté une requête du Procureur général pour obtenir la levée de l'immunité parlementaire du Président du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde (PAIGC) et ancien Premier Ministre, M. Domingos Simões Pereira, le Bureau estimant que ce dernier pouvait être entendu à

l'Assemblée.

Face à l'aggravation de la crise institutionnelle en Guinée-Bissau, une approche plus soutenue et mieux coordonnée est nécessaire, a estimé le Représentant spécial, qui a appelé les partenaires internationaux de ce pays à continuer de faire pression sur ses dirigeants pour la mise en œuvre de la feuille de route en six points prévue par la CEDEAO et de l'Accord de Conakry.

« Toute percée dans le dialogue politique resterait sans lendemain sous peine de ne pas s'attaquer aux causes structurelles de l'instabilité dans le pays », a prévenu M. Touré. Il est donc, selon lui, crucial que les acteurs nationaux appliquent les dispositions de l'Accord relatives à l'examen de la Constitution pour clarifier tous les articles qui donnent lieu à des « conflits interinstitutionnels ».

« Je lance un appel à l'ensemble de la classe politique pour qu'elle dépasse les considérations partisans et place l'intérêt national au-dessus de tout pour se concentrer sur les vrais problèmes du pays, à savoir la lutte contre la pauvreté et la promotion du développement durable », a plaidé le Représentant spécial.

Il a identifié un domaine dans lequel des progrès remarquables ont été enregistrés : l'économie, le taux de croissance ayant augmenté de 5% en 2016, grâce à une nouvelle récolte record de noix de cajou, principal produit d'exportation de la Guinée-Bissau.